



FONDATION POUR L'EDUCATION / RESEAU LIBRE SAVOIR
PREPARATION BACCALAUREAT / SESSION 2024
COURS DE RENFORCEMENT DES CAPACITES METHODOLOGIQUES
COORDONNATEUR NATIONAL / MONSIEUR NDOUR
TEL : 77-621-80-97 / 77-993-41-41 / 76-949-63-63

EPREUVE DE DISSERTATION PHILOSOPHIQUE CORRIGEE N°09
PORTANT SUR INDIVIDU ET SOCIETE

Une société peut-elle survivre sans Etat ?

INTRODUCTION

La société est un ensemble d'individus qui entretiennent entre eux des **rapports** réglés et qui sont liés par diverses formes de **dépendances** réciproques et d'**échanges** mutuels. Remarquons alors que l'Etat, qui est considéré comme une institution, n'est pas toujours en mesure de concorder ses principes avec la réalité sociale. C'est dans cette dynamique que notre sujet nous invite à analyser la question selon laquelle : « Une société peut-elle survivre sans Etat ? » Autrement dit, l'Etat est-il une auxiliaire au service de la société ? L'**organisation** de la société qui relève de l'Etat est-elle donc indispensable ou même naturelle ? Le regroupement des hommes doit-il nécessairement s'organiser politiquement ? Sans le **pouvoir** supérieur d'un Etat une société d'hommes est-elle viable ? Il y a donc une extension de la société qui va bien au-delà du domaine de l'Etat. Sans le **pouvoir** supérieur d'un Etat une société d'hommes est-elle viable ? Mais l'existence d'une société est-elle forcément dépendante d'une autorité supérieure fixant les règles ?

DEVELOPPEMENT

La vie en société repose sur des attributs purement qualitatifs. La volonté de se réunir provient également d'un trait commun entre les individus, ce qui fait songer à l'obtention d'avantages particuliers. En effet, le fait de se réunir dans un même espace dans une période déterminée renvoie à des activités bien précises, désignant chaque membre à un rôle à effectuer. La principale occupation de l'homme consiste à faire tourner l'économie, dont l'importance s'explique par son caractère onéreux. Et même dans le cadre familial, l'objectif dans le partage du même toit est de pouvoir jouir équitablement des biens et ressources acquis par le travail. C'est pourquoi **David Ricardo** déclare ceci dans son livre Des principes de l'économie politique et de l'impôt : « *Dans l'enfance des sociétés la valeur échangeable des choses, ou la règle qui fixe la quantité que l'on doit donner d'un objet pour un autre, ne dépend que de la quantité comparative de travail qui a été employée à la production de chacun d'eux* ». Il existe également des activités que l'homme exerce pour la recherche d'un plaisir désintéressé, et qui deviennent par la suite une source de revenus réguliers pour ceux qui s'y spécialisent. Tout compte fait, c'est pour réaliser entièrement sa qualité d'homme que celui-ci se met en contact permanent avec ses semblables. Il pense avant tout à sa personne qui ressent des besoins divers, et se préoccupe également de ses proches et de toute l'envergure où il ressent une certaine appartenance. C'est dans ces conditions que l'homme peut véritablement expérimenter le bonheur, qui doit se manifester dans le confort des choses matérielles. **Ernst Jung** fait d'ailleurs cette remarque pertinente dans son ouvrage Le principe de l'espérance : « *C'est l'homme sans travail, épuisé de n'avoir plus mangé depuis des jours, qui représente le plus clairement l'état de besoin le plus ancien de la destinée humaine. C'est d'abord l'estomac qu'il faut apaiser* ». Les hommes s'associent en vue de créer des conditions propices à la création des biens. Aussi longtemps que ses membres aient de quoi manger suffisamment, et puissent renouveler les ressources dont ils disposent, la société ne s'écartera pas. Mais aussi, il est une chose que l'homme ne tolère pas, à savoir qu'on bafoue son honneur devant les autres. Cette question doit se baser notamment sur l'existence de valeurs communes dans le groupe, dont le respect valorise et donne sens à tous les activités et efforts déployés. Il est d'ailleurs impossible pour des personnes ayant des croyances très divergentes de se respecter, ou d'uniformiser volontairement ces valeurs afin de créer une société. Ainsi, l'honneur est une sorte de fierté de posséder certaines valeurs et d'appartenir à un cercle très spécial. Dans ses Fondements de la métaphysique des mœurs, **Kant** écrit ceci : « *Ce qui constitue la condition*

qui seule peut faire que quelque chose est une fin en soi, cela n'a pas seulement une valeur relative, c'est-à-dire un prix, mais une valeur intrinsèque, c'est-à-dire une dignité ».

L'Etat a pour rôle de réguler les passions débordantes de l'homme.

A notre époque contemporaine, la mobilité spatiale entraîne un brassage des races et des cultures, ce qui nécessite un réel effort d'adaptation entre les individus. En vérité, les valeurs et les principes ne peuvent être modifiés par un processus d'uniformisation, cela relève uniquement d'une volonté individuelle. Avec cette culture mixte, la société ne disparaît pas, mais reflète plutôt des signes de désordre, d'incompréhension, et enfin de rejet d'autrui. La seule issue pour que la société puisse encore se tenir en place serait alors l'existence d'un Etat souverain, capable de se faire obéir par ses citoyens. Quelles que soient leurs croyances et leur divergence d'opinions, ils reconnaissent ce pouvoir grâce à sa justice impartiale qui traite tout le monde au même pied d'égalité. **« Alors tous les ressorts de l'Etat sont vigoureux et simples, ses maximes sont claires et lumineuses, il n'a point d'intérêts embrouillés, contradictoires, le bien commun se montre partout avec évidence, et ne demande que du bon sens pour être aperçu ».** affirme Rousseau dans son Contrat social. Il n'y a pas d'autre puissance qui puisse être légitimée pour protéger les hommes contre la mauvaise foi de son voisin. Qui plus est, c'est par l'accord des hommes que l'Etat se forme, c'est-à-dire que les lois qu'il promulgue profitent à tous les citoyens qui y ont transféré leurs droits. En effet, c'est parce que les hommes sont incapables de se mettre d'accord sur des questions litigieuses, en l'occurrence sur le droit de propriété, que la présence de l'Etat devient nécessaire. Hegel s'explique ainsi dans ses **Principes de la philosophie du droit** : **« Cette unité substantielle est un but propre absolu, immobile, dans lequel la liberté obtient sa valeur suprême, et ainsi ce but final a un droit souverain vis à vis des individus, dont le plus haut devoir est d'être membre de l'Etat ».** Plus les hommes présentent des différences d'opinion et de culture, plus les écarts intellectuels et de niveau de vie s'accroissent, ce qui augmente le risque de confrontation. Et même dans une communauté où l'on observe très peu d'hétérogénéité, d'autres facteurs comme la croissance démographique engendrent des trajectoires économiques très divergentes, propices pour faire éclater des tensions. Ainsi, les questions de survie forcent l'usage des moyens déloyaux, d'où la nécessité de réguler les activités à l'intérieur d'un cadre légal établi par l'Etat.

L'Etat est un pilier central pour pallier les imperfections de la société.

En faisant preuve d'imagination, nous pouvons très bien concevoir une société archaïque incluse dans le territoire d'une Nation, mais qui demeure inconnu par l'Etat. Ce qui importe pour que cette société puisse survivre, c'est de laisser à sa population le milieu naturel où leurs ancêtres avaient pu se nourrir. D'ailleurs, cet environnement est riche de signification symbolique, où se maintiennent leurs croyances et leurs représentations du monde. Une fois que cet espace qui leur est propre est détruit, les ressources économiques, les fondations culturelles et le peuple tout entier disparaîtront aussitôt. **Claude Lévi Strauss** souligne ce passage dans son livre **Tristes tropiques** : **« Ce contraste illustre à mes yeux le paradoxe de la civilisation dont les charmes tiennent essentiellement aux résidus qu'elle transporte dans son flux sans que nous puissions pour autant nous interdire de clarifier ».** Quant à une société moderne, c'est par l'existence même de l'Etat qu'elle tire sa modernité. Certes, elle possède des valeurs et principes à défendre, toutefois son fonctionnement dépend essentiellement des lois et règlements stipulés par l'Etat. La raison en est que la composition de la société présente une certaine disparité, car ne provenant pas d'une culture identique. Ainsi, chacun présente des normes de conduite différentes, d'où la nécessité de les unifier sous l'autorité de l'Etat, dont le fondement est basé sur la raison. Donc, une société moderne ne peut survivre sans l'Etat, ne serait-ce que pour la vie économique très développée, où il est indispensable de la régir par la légalité. **Spinoza**, dans son Traité théologico-politique, déclare ceci : **« On appelle aussi la Justice et l'Injustice, Équité et Iniquité, parce que les magistrats institués pour mettre fin aux litiges sont tenus de n'avoir aucun égard aux personnes, mais de les tenir toutes pour égales et de maintenir également le droit de chacun ; de ne pas porter envie au riche ni mépris au pauvre ».** Force est de constater que l'Etat rencontre beaucoup de difficulté à endiguer la violence, tant que les questions fondamentales concernant la culture ne sont pas résolues. Notons d'ailleurs que l'Etat n'est pas un artifice ou un outil que l'homme puisse se passer à sa guise, car celui qui n'est pas affilié à l'Etat est ennemi de l'Etat. Il est impossible pour une société de basculer vers un état primitif dépourvu de lois, c'est en quelque sorte un renoncement à l'intelligence et à la raison. Même pour des questions d'efficacité, où certains pensent que la société se porterait mieux sans l'Etat, cela est pratiquement impossible. Dans La politique, Aristote s'exprime ainsi : **« Que l'homme soit un animal politique à un plus haut degré qu'une abeille quelconque ou tout autre animal vivant à l'état grégaire, cela est évident ».**

CONCLUSION

Au terme de notre réflexion et au-delà de tout ce qui précède, il était question d'analyser l'existence d'une société sans Etat. Nous avons vu dans un premier temps que cela semblait tout à fait impossible en ce sens que l'Etat et la société sont indissociables l'un de l'autre, et ainsi que la disparition de l'Etat entraînerait obligatoirement celle de la société. Soumis à aucune règle, les Hommes ne penseraient qu'à leur intérêt particulier et oublieraient les autres, ce qui pourrait être à l'origine d'un pouvoir totalitaire. Ensuite, dans une seconde partie, nous nous sommes rendus compte qu'une société pouvait exister sans Etat, par le biais des thèses anarchiste et marxiste : l'Homme est initialement libre et l'Etat s'empare de cette liberté. Le pouvoir qu'il exerce que le peuple est donc illégitime et n'a pas de raison d'être. Ces deux thèses présentant des failles, nous nous sommes enfin aperçus que la mise en place d'une société sans Etat ne serait possible que de manière progressive, de manière à ne pas apeurer l'Homme, habitué à être gouverné par quelqu'un d'autre que lui-même. La question est maintenant de savoir si la disparition de l'Etat serait véritablement quelque chose de positif et de bénéfique pour l'Homme.